



Lyon, le 11 décembre 2013



SECTEUR FEDERAL CGT des CHEMINOTS - Région de LYON

23 rue Pierre Sémard 69007 LYON

Tél. PTT : 04 26 21 78 63 - Tél. SNCF : 540 863

Adresse de messagerie : SECTEUR.CGTLYON@wanadoo.fr

COMMUNIQUE DE PRESSE

18% des trains circuleront demain en Rhône-Alpes !

Dans un exercice médiatique bien connu, le Président de la SNCF Guillaume PEPY a voulu décrédibiliser la grève des cheminots en annonçant la circulation de 7 trains sur 10 le 12 décembre 2013.

La réalité est toute autre !

Il s'agit une nouvelle fois d'annonces destinées à leurrer les usagers et les citoyens, pour masquer la vérité, comme il le fait sur le contenu réel de la réforme du système ferroviaire et sa finalité.

Demain, seulement 229 trains circuleront sur l'ensemble de la Région Rhône-Alpes contre plus de 1300 en situation normale !

Sur 1 ligne sur 2, il n'y aura AUCUN train de la journée.

Les rares trains en circulation se verront rajouter des arrêts, et risquent donc d'être en retard par rapport aux horaires habituels.

A ces trains s'ajouteront un très grand nombre de cars de substitution (772) : c'est cela qui permet à la Direction SNCF d'annoncer 6 TER sur 10 !

La CGT conseille donc fortement aux usagers qui le peuvent d'emprunter d'autres modes de transport.

Le mouvement de grève sera très fortement suivi, ce qui prouve que la réforme ferroviaire proposée par le gouvernement est farouchement rejetée.

Les cheminots contestent l'éclatement de la SNCF en 3 entreprises distinctes, la poursuite de la gestion par activité, les objectifs délirants de productivité qui dégradent déjà la sécurité des circulations, et la casse sociale.

Après l'avertissement du 13 juin 2013, il est temps que le gouvernement entende les critiques, ou il prendra la responsabilité d'un conflit de longue durée.

La CGT a formulé des propositions dans un projet alternatif baptisé « la voie du service public ».

La balle est dans le camp du gouvernement : si sa méthode est véritablement celle de la « concertation », alors il doit apporter des réponses aux revendications.